



Mauna Kea Technologies

Société anonyme au capital de 647 068 euros

Siège social : 9 rue d'Enghien

75010 Paris

431 268 028 R.C.S. Paris

Rapport Financier Semestriel 2016

SOMMAIRE

Sommaire	2
Rapport d'activité semestriel 2016.....	3
Comptes consolidés selon les normes IFRS au 30 juin 2016	7
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	25
Attestation de la personne responsable du rapport financier semestriel	28

RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL 2016

1. ACTIVITÉ ET RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2016

- Perte nette du S1 en recul de 34%
- Chiffre d'affaires en croissance de 11% grâce à la vente de 32 systèmes et à la progression de 60% des « reorders » de sondes
- Marge brute stable à 68%
- Consommation de trésorerie (hors opérations de financement) en baisse de 45%
- Niveau de trésorerie pro-forma de 9,7 M€, dont 4,4 M€ de nouveaux fonds propres

(en K€) - normes IFRS	S1 2016 (30 juin 2016)	S1 2015 (30 juin 2015)	Variation %
Produits opérationnels			
Chiffre d'affaires	4 466	4 025	11%
Autres revenus	476	713	-33%
Total des produits	4 941	4 738	4%
Charges opérationnelles			
Dont Coût des produits vendus	-1 437	-1 272	13%
Taux de marge brute (%)	68%	68%	
Dont Recherche & Développement	-2 189	-2 505	-13%
Dont Ventes & Marketing	-4 386	-6 494	-32%
Dont Frais Généraux	-2 035	-1 766	15%
Dont Paiement fondé sur les actions	128	-303	-142%
Total des charges opérationnelles	-9 919	-12 341	-20%
Résultat opérationnel	-4 977	-7 603	-35%
Résultat net	-4 919	-7 493	-34%

Chiffre d'affaires du premier semestre 2016 : confirmation de la dynamique commerciale

Comme publié auparavant, la Société a enregistré une progression du chiffre d'affaires de 11% au premier semestre 2016, la croissance s'accroissant à 16% au deuxième trimestre après les 5% publiés au premier trimestre. Mauna Kea a livré 32 systèmes Cellvizio au premier semestre 2016, dont 6 placés en consignment, contre 27 systèmes au premier semestre 2015. Ce chiffre intègre la livraison de 9 systèmes aux partenaires stratégiques de la Société, contre 0 l'année dernière à la même période, ce qui témoigne de la bonne exécution de la stratégie de partenariats stratégiques de Mauna Kea.

Les ventes de l'activité clinique se sont inscrites en hausse de 22%, alors qu'elles ont chuté de 20% en préclinique. S'agissant du chiffre d'affaires par géographie, la Société a enregistré une progression très forte en Asie-Pacifique, avec un bond de 134% du chiffre d'affaires par rapport au premier semestre 2015, l'activité étant portée par la dynamique commerciale en Chine, grâce à l'obtention d'une autorisation réglementaire supplémentaire en décembre 2015, et à la progression enregistrée en Corée et à Taïwan. Dans la région EMEA, le chiffre d'affaires a crû de 19% tandis que dans la région Amériques, il a reculé de 26%, la Société ayant consacré ses efforts à l'élargissement de son parc installé parmi les utilisateurs intensifs à travers son modèle de placement en consignment. Au premier semestre 2016, la contribution des Amériques au chiffre d'affaires total a atteint 39%, contre 33% et 27% respectivement pour les régions APAC et EMEA.

Au 30 juin 2016, Mauna Kea affichait un parc installé total de 527 systèmes Cellvizio, dont 378 systèmes cliniques et 149 systèmes précliniques, dont 38 systèmes Cellvizio Dual Band.

La Société a également affiché une croissance soutenue des ventes de sondes, et notamment du taux de « reorder » de sondes, ce qui souligne la hausse de l'utilisation des systèmes Cellvizio concomitamment à celle du parc installé. Les volumes unitaires de sondes consommables ont crû de 35% à 414 sondes contre 307 au premier semestre 2015. Le nombre de « reorders » (commandes par des clients existants) est passé de 191 sondes au premier semestre 2015 à 306 au premier semestre 2016, en croissance de 60%.

Les revenus des services ont atteint 708 K€ au premier semestre 2016, en hausse de 103% par rapport aux 348 K€ publiés l'année précédente à la même période.

Les autres produits, ont atteint 476 K€ au premier semestre 2016 (contre 713 K€ un an plus tôt), reflètent la baisse du revenu provenant du crédit d'impôt recherche.

Résultat consolidé du premier semestre 2016 : tirer parti de la réduction prévue des frais d'exploitation

La marge brute a atteint 68% au premier semestre 2016 comme 2015, résultante d'un mix plus favorable des revenus sondes et services (49% du chiffre d'affaires total au premier semestre 2016, contre 37% l'année précédente) compensé par un mix des ventes plus élevé dans la région Asie-Pacifique et moindre dans la région Amériques.

Les frais commerciaux et les dépenses marketing au premier semestre 2016, en tenant compte des dépenses du département Affaires cliniques, ont atteint 4 386 K€, en baisse de 32% par rapport aux 6 494 K€ affichés l'année précédente à la même période. Cette diminution reflète la stratégie de partenariats de la Société ainsi que les ajustements d'effectifs associés à une réduction ciblée des ventes directes et des coûts de marketing.

Les dépenses de R&D se sont élevées à 2 189 K€ au premier semestre 2016, en recul de 13% par rapport aux 2 505 K€ enregistrés l'année précédente. En tenant compte du crédit d'impôt recherche, les dépenses nettes de R&D ont baissé de 6% au premier semestre 2016.

Les frais généraux et frais de structure ont atteint 2 035 K€ au premier semestre 2016, contre 1 766 K€ l'année précédente à la même période.

Compte tenu de la contribution positive des dépenses liées aux « paiements en actions », due à la réduction du nombre d'employés, le montant total des frais d'exploitation a atteint 9 919 € au premier semestre 2016, en recul de 20% par rapport aux 12 341 € publiés un an plus tôt. La perte opérationnelle a atteint 4 977 K€ au premier semestre 2016, en baisse de 35% par rapport aux 7 603 K€ enregistrés l'année précédente à la même période.

La perte nette a atteint 4 919 K€ au premier semestre 2016, en baisse de 34% par rapport aux 7 493 K€ affichés un an plus tôt.

Au 30 juin 2016, Mauna Kea disposait de 5,7 M€ de trésorerie disponible. En juillet 2016, la Société a réalisé une augmentation de capital d'environ 4,4 M€.

Le Groupe a réduit de 45% sa consommation de trésorerie au premier semestre 2016 (flux de trésorerie total hors flux de trésorerie provenant des opérations de financement) à 4,6 M€, contre 8,4 M€ au premier semestre 2015.

L'effectif de Mauna Kea Technologies s'élevait à 83 personnes au 30 juin 2016, contre 91 collaborateurs au 31 décembre 2015 et 109 au 30 juin 2015. Cette diminution reflète plusieurs mesures mises en œuvre dans le cadre de la nouvelle stratégie de partenariats, notamment la fermeture d'opérations de ventes directes et de marketing en Allemagne, une réduction d'effectifs dans les départements Marketing / Affaires cliniques, et quelques départs dans les forces de ventes et les opérations aux États-Unis, qui n'ont pas été remplacés.

2. SITUATION ET FAITS MARQUANTS

Autorisations et remboursements

En mai 2016 : feu vert de la FDA aux Etats-Unis pour la commercialisation des minisondes dédiées à la chirurgie en proche infrarouge pour les applications urologiques et chirurgicales.

La chirurgie assistée par l'image associée aux systèmes de fluorescence macroscopique peropératoire permet aux chirurgiens de bénéficier d'un guidage anatomique plus précis. L'évaluation cellulaire des tissus par fluorescence, au niveau microscopique, devrait ajouter des informations immédiatement utilisables pour optimiser le guidage des actes chirurgicaux. L'ensemble des acteurs majeurs en chirurgie laparoscopique utilisent aujourd'hui des systèmes pour lesquels ces nouvelles sondes seront compatibles et donc complémentaires ;

Résultats cliniques et conférences - la valeur médicale de la biopsie optique

En février 2016 : fin du recrutement des 200 patients de l'Etude Contact II sur la caractérisation des kystes du pancréas avec l'endoscopie confocale par aiguille. Nouvelles preuves cliniques de l'efficacité de l'endomicroscopie par aiguille (nCLE) pour la caractérisation des kystes pancréatiques. Publication de deux nouvelles revues cliniques sur le nCLE ;

En avril 2016 : collaboration de recherche clinique avec Edinburg Molecular Imaging pour étudier le potentiel d'une association entre les marqueurs d'imagerie optique in vivo d'EM Imaging et la plateforme d'endomicroscopie confocale laser de Mauna Kea Technologies pour le diagnostic de cancers. L'association de nouveaux marqueurs d'imagerie moléculaire et d'une technique de visualisation avancée, telle que l'endomicroscopie, est une voie de recherche prometteuse pour améliorer le diagnostic personnalisé des cancers ;

En mai 2016 : présentation du Cellvizio par Cook Medical au Congrès annuel de l'Association américaine d'urologie, un des plus importants rassemblements au monde en Urologie offrant aux participants l'accès aux dernières recherches, lignes directrices et autres avancées majeures en médecine urologique ;

En mai 2016 : au congrès mondial des pathologies bronchiques et de pneumologie interventionnelle, la plateforme Cellvizio a été présentée à l'occasion d'un symposium clé sur le système d'endomicroscopie confocale par minisonde, en complément de plusieurs autres présentations réalisées par des équipes internationales de premier plan ;

En mai 2016 : une forte présence de sa plateforme Cellvizio® lors de deux évènements majeurs de gastroentérologie.

Le premier de ces deux rendez-vous est la Digestive Disease Week (« DDW ») qui est le principal rassemblement international de praticiens et de chercheurs dans les domaines de la gastroentérologie, de l'hépatologie, de l'endoscopie et de la chirurgie gastro-intestinale.

Le second rendez-vous était le 91e Congrès de la Société japonaise d'endoscopie digestive (« JGES »), qui s'est tenu à Tokyo ;

3. EVOLUTION ET PERSPECTIVES

Il y a près de 12 mois, Mauna Kea Technologies a amorcé un changement stratégique visant à accroître le rayonnement du Cellvizio et à améliorer les performances financières de la société. Les résultats actuels montrent un progrès important vers le succès de l'exécution de la stratégie de partenariat et une preuve supplémentaire de l'adoption croissante du Cellvizio de par le monde. Compte tenu de l'accélération de la progression du chiffre d'affaires, de ses partenariats stratégiques avec Cook Medical et Fujifilm China, du renforcement de son équipe de direction ainsi que de l'implication passionnée de son équipe, la société est de plus en plus confiante en sa capacité à faire

du Cellvizio la meilleure option pour la caractérisation cellulaire et moléculaire en temps réel des tissus et une technologie clé pour une vaste palette d'interventions médicales et chirurgicales.

L'objectif de la société pour le futur est de se concentrer sur la réalisation des opportunités avec ses partenariats actuels et à venir, l'obtention de nouvelles autorisations réglementaires pour le système Cellvizio ainsi que sur la communication autour de sa technologie et son utilisation par le biais de nouvelles données cliniques et activités de commercialisation avec ses partenaires.

4. ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DU SEMESTRE

En juillet 2016 : augmentation de capital d'environ 4,4 millions d'euros souscrite par un nombre limité d'investisseurs opérant dans le secteur de la santé. Cette augmentation de capital vise à soutenir la stratégie de croissance ainsi que la transition qu'elle a amorcée vers une stratégie commerciale efficiente en termes de capital et basée sur des partenariats.

En août 2016 : installation d'une plateforme Cellvizio au centre d'endoscopie interventionnelle (CIE) du Florida Hospital à Orlando en Floride. Le CIE est un leader international dans l'endoscopie thérapeutique et la chirurgie minimalement invasive pour les pathologies gastro-intestinales complexes, et cette installation devrait avoir un impact significatif sur la diffusion des bénéfices du Cellvizio dans la Communauté des gastro-entérologues.

En septembre 2016 : recommandation du Cellvizio® par l'American Society of General Surgeons (ASGS) comme partie intégrante de l'évaluation complète et des décisions thérapeutiques pour le traitement de l'œsophage de Barrett (ou endobranchyœsophage) et du reflux gastro-œsophagien (RGO).

5. RISQUES ET INCERTITUDES - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les risques relatifs à la société sont précisés dans le chapitre 4 « Facteurs de risques » du document de référence de la Société.

Les relations avec les parties liées, font l'objet de la note 21 des comptes semestriels 2016.



Mauna Kea Technologies

Société anonyme au capital de 647 068 euros

Siège social : 9 rue d'Enghien

75010 Paris

431 268 028 R.C.S. Paris

COMPTES CONSOLIDÉS SELON LES NORMES IFRS AU 30 JUIN 2016

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(Montants en milliers d'euros)

	Note	30/06/2016	31/12/2015
ACTIF			
Actifs non-courants			
Immobilisations incorporelles	3	2 999	3 135
Immobilisations corporelles	4	570	625
Actifs financiers non-courants		149	133
Total des actifs non-courants		3 717	3 893
Actifs courants			
Stocks et en-cours	5	2 287	2 644
Clients et comptes rattachés	6	2 727	3 458
Autres actifs courants	6	2 429	1 823
Actifs financiers courants		81	65
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	5 719	10 620
Total des actifs courants		13 244	18 610
TOTAL DE L'ACTIF		16 961	22 503
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	8	647	647
Primes liées au capital	8	66 050	66 050
Réserves		(52 847)	(40 069)
Réserves de conversion		74	106
Résultat consolidé, part du groupe		(4 919)	(12 643)
Total des capitaux propres		9 004	14 091
Passifs non-courants			
Dettes à long terme	9	2 206	2 182
Provisions non courantes	10	278	246
Total des passifs non-courants		2 484	2 428
Passifs courants			
Emprunts et dettes financières à court terme	9	408	719
Fournisseurs et comptes rattachés		2 724	2 453
Autres passifs courants	11	2 340	2 812
Total des passifs courants		5 472	5 984
TOTAL DU PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		16 961	22 503

ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(Montants en milliers d'euros)

	Note	30/06/2016	30/06/2015
Produits opérationnels			
Chiffre d'affaires	12	4 466	4 025
Autres revenus	12	476	713
Total des produits		4 941	4 738
Charges opérationnelles			
Coût des produits vendus		(1 437)	(1 272)
Taux de marge brute		68%	68%
Recherche & Développement	15	(2 189)	(2 505)
Ventes & Marketing	15	(4 386)	(6 494)
Frais Généraux	15	(2 035)	(1 766)
Paieement fondé sur des actions	8	128	(303)
Total des charges		(9 919)	(12 341)
Résultat opérationnel courant		(4 977)	(7 603)
Produits financiers			
Produits financiers	16	136	366
Charges financières	16	(79)	(255)
Résultat courant avant impôt		(4 919)	(7 493)
Charge d'impôt	17	0,00	0
Résultat net		(4 919)	(7 493)
Autres éléments du résultat global			
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat net			
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	10	(28)	36
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		(28)	36
Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net			
Ecart de conversion sur entités étrangères		(32)	57
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		(32)	57
Autres éléments du résultat global de l'exercice, net d'impôts		(60)	93
Résultat global		(4 979)	(7 400)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)		16 137	14 435
Résultat net par actions (€/action)		(0,31)	(0,52)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles (en milliers)	19	17 719	16 658

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX
 PROPRES
 (Montants en milliers d'euros)

		Capital	Primes	Titres auto- détenus	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé, part du groupe	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres au	31/12/2014	560	58 162	(105)	(26 499)	23	(13 973)	18 168
Affectation du résultat					(13 973)		13 973	
Imputation du report à nouveau								
Opérations sur le capital		87	7 888					7 975
Paielements fondés sur des actions					450			450
Opérations sur les actions propres				(11)	(48)			(59)
Résultat global au	31/12/2015				117	84	(12 643)	(12 442)
Capitaux propres au	31/12/2015	647	66 050	(117)	(39 953)	106	(12 643)	14 091
Affectation du résultat					(12 643)		12 643	
Opérations sur le capital								
Paielements fondés sur des actions					(128)			(128)
Opérations sur les actions propres				64	(42)			21
Résultat global au	30/06/2016				(28)	(32)	(4 919)	(4 978)
Capitaux propres au	30/06/2016	647	66 050	(53)	(52 794)	74	(4 919)	9 004

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE
(Montants en milliers d'euros)

	Note	30/06/2016	30/06/2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net consolidé		(4 919)	(7 493)
Élimination des amortissements et provisions		459	425
Charges et produits calculés liés aux paiements fondés sur des actions	8	(128)	303
Autres éléments exclus de la capacité d'autofinancement		27	50
Produits et charges liés à l'actualisation des avances remboursables	12/16	24	(69)
Intérêts financiers nets payés	16	(11)	(6)
Autres éléments non monétaires		14	125
Plus et moins-values de cession	4	22	8
Capacité d'autofinancement		<u>(4 539)</u>	<u>(6 706)</u>
Variation du BFR lié à l'activité			
Stocks et en-cours		244	(1 548)
Clients et comptes rattachés		339	(416)
Autres actifs courants		727	457
Fournisseurs et comptes rattachés		(621)	(688)
Autres passifs courants		273	(172)
Autres passifs courants		(473)	(730)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		<u>(4 295)</u>	<u>(8 254)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	3/4	(288)	(235)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Cession d'actifs financiers			
Variation des prêts et avances consenties		(16)	11
Autres flux liés aux opérations d'investissement		(17)	
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		<u>(321)</u>	<u>(224)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Sommes reçues lors de l'exercice de stocks options, BSA et BSPCE	8		1 328
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	8		4 490
Rachats et revente des actions d'autocontrôle		21	(26)
Intérêts financiers nets payés	16	11	6
Autres flux liés aux opérations de financement	9	(311)	(150)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (C)		<u>(279)</u>	<u>5 648</u>
Incidence de la variation des cours des devises (D)		<u>(7)</u>	<u>32</u>
Variation de trésorerie (A) + (B) + (C) + (D)		<u>(4 901)</u>	<u>(2 798)</u>
Trésorerie d'ouverture			
Trésorerie de clôture	7	10 620	15 018
	7	5 719	12 220
Variation de trésorerie		<u>(4 901)</u>	<u>(2 798)</u>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Méthodes et principes comptables.....	13
Note 2 : Société et périmètre	14
Note 3 : Immobilisations incorporelles	15
Note 4 : Immobilisations corporelles.....	15
Note 5 : Stocks et en-cours.....	16
Note 6 : Créances clients et autres actifs courants	16
Note 7 : Trésorerie, équivalents de trésorerie.....	17
Note 8 : Capital	17
Note 9 : Emprunts et dettes financières	19
Note 10 : Provisions non courantes.....	19
Note 11 : Autres passifs courants.....	19
Note 12 : Chiffre d'affaires et produits opérationnels	20
Note 13 : Instruments financiers inscrits au bilan.....	21
Note 14 : Charges de personnel.....	22
Note 15 : Charges externes.....	22
Note 16 : Produits et charges financiers.....	23
Note 17 : Charge d'impôt.....	23
Note 18 : Engagements	23
Note 19 : Résultat par action.....	24
Note 20 : Gestion des risques financiers.....	24
Note 21 : Relations avec les parties liées.....	24
Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture.....	24

Note 1 : Méthodes et principes comptables

1.1 Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2016, arrêtés par le Conseil d'administration du 20 septembre 2016, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

L'hypothèse de continuité d'exploitation a été retenue par le Conseil d'Administration compte tenu de la trésorerie disponible au 30 juin 2016 qui s'élève à 5,7 millions d'euros, de l'augmentation de capital réalisée en juillet 2016 à hauteur de 4,4 millions brut, de la réception du crédit d'impôt recherche de 1,2 million d'euros de l'exercice 2015 prévue sur le deuxième semestre 2016, au regard de ses cash-flow prévisionnels. Ces éléments devraient permettre de couvrir les besoins de trésorerie du groupe jusqu'au 30 juin 2017. La société a également l'intention de mettre en place des solutions de financement appropriées pour assurer ses besoins de trésorerie au-delà de cette date.

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2 Principales méthodes comptables

Hormis les particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires énoncées en Note 1.3 – Modalités d'établissement des comptes semestriels, les principales méthodes comptables retenues sont identiques à celles utilisées pour la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, à l'exception de l'application des normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 :

1.2.1. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes et le résultat du Groupe. Il s'agit des normes suivantes :

- amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel » ;
- des améliorations annuelles (2010-2012) des IFRS ;
- des améliorations annuelles (2012-2014) des IFRS ;
- des amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers – Initiative, Information à fournir »
- des Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes »
- et à IAS 16 et IAS 38 « Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables ».

1.2.2. Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables par anticipation

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation ces normes et interprétations. Les impacts sont en cours d'évaluation par le management.

1.2.3. Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Le Groupe n'applique pas par anticipation les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2016, à savoir notamment : Amendements à IAS 7 « Initiatives concernant les informations à fournir ».

1.3 Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1 Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé calculé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2 Tests de perte de valeur

En l'absence d'indices de perte de valeur au 30 juin 2016, et conformément aux dispositions d'IAS 36, le Groupe n'a pas effectué de test de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles.

1.3.3 Engagements retraites

La société ne finance pas ses engagements d'indemnités de départ en retraite. Les taux d'actualisation proviennent des références iBoxx Corporate AA10+ ajusté en fonction de la durée du plan de la Société estimée à 23 ans. Aucun départ à la retraite n'a été constaté sur le premier semestre 2016.

Note 2 : Société et périmètre

Créée en mai 2000, Mauna Kea Technologies SA (« la Société ») développe et commercialise des dispositifs médicaux, notamment des instruments d'optique en imagerie médicale.

Dans le cadre de son développement aux Etats-Unis, la Société a créé Mauna Kea Technologies Inc. le 3 janvier 2005.

Sociétés	30/06/2016		31/12/2015		Méthode de consolidation
	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	
Mauna Kea Technologies SA (1)	100%	100%	100%	100%	Intégration globale
Mauna Kea Technologies Inc	100%	100%	100%	100%	Intégration globale

(1) Société mère du Groupe

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu sur l'exercice.

Note 3 : Immobilisations incorporelles

Les mouvements d'immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Montants en milliers d'euros)					
	31/12/2015	Augm.	Dim.	Reclass.	30/06/2016
Frais de développement	3 623				3 623
Brevets, licences et marques	1 534	5		18	1 558
Logiciels	545	153			697
Brevets, licences et marques en cours	526	38		(18)	546
Total brut des immobilisations incorporelles	6 228	196			6 424
Amort. / dép. des frais de développement	(2 222)	(234)			(2 456)
Amort. / dép. des brevets, licences et marques	(559)	(55)			(614)
Amort. / dép. des logiciels	(313)	(43)			(355)
Total amort. / dép. des immobilisations incorporelles	(3 093)	(332)			(3 425)
Total net des immobilisations incorporelles	3 135	(136)			2 999

Sur le semestre, l'augmentation des immobilisations s'explique essentiellement par l'investissement dans le logiciel de suivi du cycle de vie des produits PLM (Product Lifecycle Management), pour 138K€.

Aucun frais de développement n'a été activé au 30 juin 2016 et au cours de l'exercice précédent

Note 4 : Immobilisations corporelles

Les mouvements d'immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Montants en milliers d'euros)					
	31/12/2015	Augm.	Dim. / Mise au rebut	Ecart de change	30/06/2016
Matériel industriel	1 324	15	(58)	(4)	1 277
Agencements des constructions	51				51
Autres immobilisations corporelles	998	78		(2)	1 073
Total brut des immobilisations corporelles	2 373	93	(58)	(7)	2 401
Amort. / dép. du matériel industriel	(1 017)	(71)	36	2	(1 051)
Amort. / dép. des agencements des constructions	(37)	(3)			(41)
Amort. / dép. des autres immobilisations corporelles	(693)	(48)		2	(740)
Total amort. / dép. des immobilisations corporelles	(1 748)	(123)	36	4	(1 831)
Total net des immobilisations corporelles	625	(30)	(22)	(2)	570

Note 5 : Stocks et en-cours

Le poste stocks et en-cours s'analyse comme suit :

STOCKS ET EN-COURS
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	31/12/2015
Stocks de matières premières	720	819
Stocks et en-cours de produits finis	1 711	1 925
Total brut des stocks et en-cours	2 431	2 744
Dép. des stocks de matières premières	(52)	(51)
Dép. des stocks et en-cours de produits finis	(92)	(49)
Total dép. des stocks et en-cours	(144)	(99)
Total net des stocks et en-cours	2 287	2 644

Le 1^{er} semestre a enregistré une diminution de stocks de 313K€ en valeur brute qui s'explique par une diminution des achats de matières premières et une adéquation du stock de productions à l'activité.

Note 6 : Créances clients et autres actifs courants

6.1 Clients et comptes rattachés

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	31/12/2015
Clients et comptes rattachés	3 166	3 885
Dépréciation des clients et comptes rattachés	(438)	(427)
Total net des clients et comptes rattachés	2 727	3 458

Le montant des créances clients échues non dépréciées au 30 juin 2016 s'élève à 1 053 K€ contre 1 921 K€ au 31 décembre 2015. Une baisse de 868K€ qui s'explique principalement par des encaissements des clients échus 2015 sur le début de l'exercice 2016.

6.2 Autres actifs courants

Le poste autres actifs courants s'analyse comme suit :

AUTRES ACTIFS COURANTS
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	31/12/2015
Personnel et comptes rattachés	32	39
Crédit d'impôt recherche	1 663	1 201
Autres créances fiscales	246	184
Autres créances	246	289
Charges constatées d'avance	242	109
Total brut des autres actifs courants	2 429	1 823
Dép. des autres créances		
Total net des autres actifs courants	2 429	1 823

L'évolution du crédit d'impôt recherche se présente comme suit :

EVOLUTION DE LA CREANCE DE
CREDIT D'IMPOT RECHERCHE
(Montants en milliers d'euros)

	31/12/2015	Produit d'exploitation	Paiement reçu	Part activée	30/06/2016
Crédit d'impôt recherche	1 201	462			1 663

Le crédit d'impôt recherche estimé pour le premier semestre 2016 est de 462 K€ contre 658 K€ au 30 juin 2015. Le crédit d'impôt recherche de l'exercice 2015 sera perçu courant deuxième semestre 2016.

Note 7 : Trésorerie, équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	31/12/2015
Dépôts bancaires à court terme	5 719	9 983
OPCVM monétaires	0	637
Total de la trésorerie et équivalents de trésorerie	5 719	10 620

Note 8 : Capital

8.1 Capital émis

Le capital social est fixé à la somme de six cent quarante-sept mille soixante-huit euros et vingt-huit centimes (647 068, 28€). Il est divisé en 16 176 707 actions entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,04 €.

Ce nombre s'entend hors « Bons de Souscription d'Actions » (BSA), « Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise » (BSPCE) et options de souscription octroyés à certains investisseurs et à certaines personnes physiques, salariées ou non de la Société.

Au cours du premier semestre 2016, aucun exercice de BSA, de BSPCE et de stocks options n'ont été constatés.

8.2 Bons de souscription, options de souscription d'actions et stock-options

La Société a émis des «Bons de Souscription d'Actions» (BSA), des bons de souscription d'actions destinées à ses salariés ("BSPCE" et autres) ainsi que des options de souscription d'actions dont l'évolution depuis le 31 décembre 2015 se présente comme suit :

Type	Date d'octroi	prix d'exercice	En cours au 31/12/15	créés	Exercés	Perdus	En cours 30/06/15	nb actions potentielles
Options octroyées avant le 1er janvier 2016			3 513 156			337 000	3 176 156	1 490 700
SO	02/02/2016	*		91 000			91 000	91 000
			3 513 156	91 000	0	337 000	3 267 156	1 581 700

*95% de la moyenne des 20 derniers cours de séances précédant la date du conseil d'administration ayant octroyé les options.

Le règlement des options se fait en actions. Au 30 juin 2016, les bons immédiatement exerçables donnent droit à 1 487 455 actions.

DETAIL DU RETRAITEMENT DES PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS (Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
Paiements fondés sur des actions (part activée)	0	0
Paiements fondés sur des actions (charge de l'exercice)	-128	303
	<u>-128</u>	<u>303</u>

Le paiement fondé sur les actions enregistre un solde positif pour le premier semestre 2016. La variation s'explique principalement par la radiation des plans des anciens salariés devenus caduques après leur départ.

8.3 Actions détenues au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, la Société détenait 30 282 actions Mauna Kea Technologies acquises au prix moyen de 1,76 € et valorisées en valeur nette à 53 201€. La valeur brute étant de 52 993 €.

Note 9 : Emprunts et dettes financières

Les mouvements de dettes financières s'analysent comme suit :

EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES					
(Montants en milliers d'euros)					
	31/12/2015	Encaiss.	Rembours.	Autres	30/06/2016
Avances remboursables	2 896		(311)	24	2 609
Autres	5				5
Total des dettes financières	2 902		(311)	24	2 614

Un remboursement de 311 K€ a été effectué au premier semestre 2016 à la COFACE dans le cadre de l'avance octroyée pour la prospection commerciale aux Etats-Unis.

Note 10 : Provisions non courantes

PROVISIONS NON COURANTES						
(Montants en milliers d'euros)						
	31/12/2015	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Autres	30/06/2016
Engagements de retraite	140	26	(22)		28	172
Provisions pour litiges prud'homaux	91					91
Provision pour mise à jour logiciel	15					15
Autres provisions pour charges						
Total des provisions non courantes	246	26	(22)		28	278

Note 11 : Autres passifs courants

Le poste autres passifs courants s'analyse comme suit :

 AUTRES PASSIFS COURANTS
 (Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	31/12/2015
Dettes fiscales	50	80
Dettes sociales	1 632	2 122
Autres dettes	55	45
Produits constatés d'avance	603	564
Total des autres passifs courants	2 340	2 812

Les dettes fiscales concernent principalement les taxes assises sur les salaires, sur le chiffre d'affaires et sur la valeur ajoutée.

Les dettes sociales sont essentiellement relatives aux provisions pour congés payés, aux provisions des primes et commissions et aux sommes dues aux organismes sociaux.

Les produits constatés d'avance correspondent pour l'essentiel à des contrats de services de maintenance des systèmes vendus (entre 1 et 3 années de maintenance) ainsi qu'à une année de garantie sur le Cellvizio.

Note 12 : Chiffre d'affaires et produits opérationnels

Le chiffre d'affaires et les produits opérationnels se détaillent de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES ET
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires	4 466	4 025
Subventions		27
Crédits d'impôt recherche et autres crédits d'impôt	476	686
Total des produits	4 941	4 738

Le chiffre d'affaires du Groupe est composé de la vente des produits Cellvizio® et accessoires (sondes, softwares, etc.) ainsi que de prestations de services.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi est comptabilisé sur la ligne Crédit d'impôt recherche et autres crédits d'impôt.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
Total ventes "équipements"	2 294	2 521
Total ventes "consommables" (sondes)	1 464	1 156
Total chiffre d'affaires "services"	708	348
Total du chiffre d'affaires par nature	4 466	4 025

Le chiffre d'affaires par secteurs géographiques au 30 juin 2016 se présente de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
EMEA (Europe, Moyen Orient, Afrique)	1 224	1 024
dont France	290	506
Amérique	1 760	2 367
dont Etats-Unis d'Amérique	1 663	2 117
Asie	1 482	634
dont Chine	670	24
dont Japon	426	428
Total chiffre d'affaires par zone géographique	4 466	4 025

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou, en cas de prestations de services, en fonction de la localisation du siège social du client.

Au 30 juin 2016, aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires. Un distributeur de la zone APAC représente 10,8% des ventes au 30 juin 2016.

Note 13 : Instruments financiers inscrits au bilan

INSTRUMENTS FINANCIERS
INSCRITS AU BILAN ET EFFET
RESULTAT
(Montants en milliers d'euros)

Au 30 juin 2016	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actif					
Actifs financiers non-courants	149			149	
Clients et comptes rattachés	2 727			2 727	
Autres actifs courants (2)	2 098			2 098	
Actifs financiers courants (1)	81			81	
Equivalents de trésorerie	0	0			
Trésorerie	5 719	5 719			
Total actif	10 774	5 719		5 055	
Passif					
Dettes à long terme	2 206				2 206
Emprunts et dettes financières à court terme	408				408
Fournisseurs et comptes rattachés	2 724				2 724
Autres passifs courants (2)	1 737				1 737
Total passif	7 076		0		7 076
Au 31 décembre 2015					
Actif					
Actifs financiers non-courants	133			133	
Clients et comptes rattachés	3 458			3 458	
Autres actifs courants (2)	1 585			1 585	
Actifs financiers courants (1)	65	0	0	65	
Equivalents de trésorerie	637	637			
Trésorerie	9 983	9 983			
Total actif	15 861	10 620		5 241	
Passif					
Dettes à long terme	2 182				2 182
Emprunts et dettes financières à court terme	719				719
Fournisseurs et comptes rattachés	2 453				2 453
Autres passifs courants (2)	2 253				2 253
Total passif	7 608				7 608

(1) L'évaluation de ces actifs financiers à la juste valeur par résultat se réfère à un marché actif (catégorie de niveau 1 selon IFRS 7).

(2) Les avances et acomptes versés et reçus ne donnant pas lieu à remboursement en trésorerie et les produits et charges constatés d'avances qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier n'ont pas été repris.

Note 14 : Charges de personnel

Le Groupe emploie 83 personnes au 30 juin 2016, contre 109 au 30 juin 2015.

Les frais de personnel s'analysent comme suit :

CHARGES DU PERSONNEL
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
Frais de personnel	4 662	6 457
Variation nette des engagements de retraite	4	49
Paiement fondé sur des actions	-128	303
Total charges du personnel	4 538	6 809

Note 15 : Charges externes

15.1 Département Recherche & Développement

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
Achats consommés	29	17
Charges de personnel	1 268	1 427
Charges externes	526	744
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	347	317
Autres	18	0
Total Recherche & Développement	2 189	2 505

15.2 Département Ventes & Marketing

VENTES & MARKETING
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
Achats consommés	60	37
Charges de personnel	2 501	3 722
Charges externes	1 693	2 640
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	105	95
Autres	27	
Total Ventes & Marketing	4 386	6 494

Sur le premier semestre 2016, la société a enregistré une forte baisse de charges de personnel de 1 221K€. Cette baisse est liée à l'activité.

15.3 Département Frais Généraux

FRAIS GENERAUX
(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
Achats consommés	56	26
Charges de personnel	657	1 113
Charges externes	1 128	475
Impôts et taxes	44	73
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	78	79
Autres	70	
Total Frais Généraux	2 035	1 766

Note 16 : Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS		
(Montants en milliers d'euros)		
	30/06/2016	30/06/2015
Gains de change	126	288
Revenus des équivalents de trésorerie	11	9
Produits de désactualisation	0	69
Total des produits financiers	136	366
Pertes de change	(54)	(251)
Autres charges financières	(1)	(1)
Pertes sur équivalents de trésorerie	0	(3)
Charges d'actualisation	(24)	0
Total des charges financières	(79)	(255)
Total des produits et charges financiers	58	110

Note 17 : Charge d'impôt

Le Groupe, comme au 31 décembre 2015, n'active pas ses déficits fiscaux.

Note 18 : Engagements

Les engagements au 30 juin 2016 sont les suivants :

Obligations au titre des contrats de location simple

- Aucun nouveau contrat de location simple n'a été signé au cours de la période. Les obligations au titre des contrats de location simple s'élèvent donc pour la part à moins d'un an à 305 K€ au 30 juin 2016 contre 257 K€ au 31 décembre 2015. Pour la part à plus d'un an les obligations au titre des contrats de location simple s'élèvent à 1 206 K€ au 30 juin 2016 contre 1 070 K€ au 31 décembre 2015.

Obligations au titre d'autres contrats

- Les engagements relatifs aux fournisseurs s'élèvent à 931 K€ pour la part à moins d'un an au 30/06/2016, contre 1 832 K€ au 31/12/2015 et à 2 741 K€ pour la part comprise entre un et cinq ans au 30/06/2016, contre 1 977 K€ au 31/12/2015. Cette augmentation des engagements s'explique par la renégociation d'un contrat d'approvisionnement au début de la période.

- La Société s'est engagée à participer aux actions de la Fondation San T Dige pour un montant total de 25 K€ à raison de 5 K€ par an de 2014 à 2017. Au 30 juin 2016, l'engagement vis à vis de la Fondation s'élève à 5 K€ pour la part à moins d'un an et à 2,5 K€ pour la part à plus d'un an. Cette fondation a pour vocation le développement de la recherche dans le domaine de l'hépatogastroentérologie.

Note 19 : Résultat par action

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA, BSPCE ou options de souscription d'actions) sont considérés comme antidilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Note 20 : Gestion des risques financiers

La gestion des risques n'a pas été modifiée de façon significative sur le semestre écoulé.

Note 21 : Relations avec les parties liées

Les charges présentées ci-après, relatives aux parties liées de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES (Montants en milliers d'euros)		
	30/06/2016	31/12/2015
Salaires et traitements Direction Générale	129	219
Paiements fondés sur des actions Direction Générale		126
Paiements fondés sur des actions autres Parties liées		
Honoraires		

Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture

Le 12 juillet 2016, la Société a procédé à une augmentation de capital d'environ 4 millions d'euros souscrite par un nombre limité d'investisseurs opérant dans le secteur de la santé. Cette augmentation de capital vise à soutenir la stratégie de croissance ainsi que la transition qu'elle a amorcée vers une stratégie commerciale efficiente en termes de capital et basée sur des partenariats.

COFIDEC

ERNST & YOUNG et Autres

Mauna Kea Technologies

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE**

COFIDEC
155, boulevard Haussmann
75008 Paris
S.A.R.L. au capital de € 32.800

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris - La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Mauna Kea Technologies
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mauna Kea Technologies, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 21 septembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

COFIDEC

ERNST & YOUNG et Autres

Olivier Robinault

Cédric Garcia

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

J'atteste à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables (normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne) et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alexandre Loiseau

Directeur Général